

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTI UPRONA



DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
A L'OCCASION DE LA PRESENTATION DU RAPPORT  
DE LA COMMISSION CHARGEE D'ETUDIER  
LA QUESTION DE L'UNITE NATIONALE.

Imprimerie du Parti Uprona

B.P. 1810

BUJUMBURA

13 Mai 1989

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
A L'OCCASION DE LA PRESENTATION DU RAPPORT  
DE LA COMMISSION CHARGEE D'ETUDIER  
LA QUESTION DE L'UNITE NATIONALE.

13 Mai 1989



*" Nous voulons rassembler notre peuple pour bâtir un Etat de droit, sans exclusion, sans violence, sans cette perspective tragique d'une extermination mutuelle entre frères et soeurs . Je veux un pays sûr pour tous et pour chacun ".*

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A L'OCCASION DE  
PRESENTATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE CHARGE  
D'ETUDIER LA QUESTION DE L'UNITE NATIONALE .

Messieurs les Membres du Comité Militaire pour  
Salut National,

Monsieur le Premier Ministre et Ministre du PL  
Monsieur le Coordonnateur de la Permanence Nationale  
du Parti,

Mesdames, Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques  
et Consulaires et Représentants des Organisations  
Internationales,

Mesdames, Messieurs, les Membres de la Commission  
Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité  
Nationale,

Il y a sept mois , nous étions rassemblés  
en ces lieux pour lancer les travaux de la Commission  
Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité  
Nationale.

Aujourd'hui comme hier, c'est la même cause  
qui nous réunit : l'Unité des Barundi.

Axe fondamental de notre politique, la Question  
de l'Unité n'a cessé de préoccuper les autorités  
de la III<sup>e</sup> République. Cette préoccupation se lit dans  
notre premier message à la Nation le 5 septembre 1987  
elle se retrouve dans le Discours-Programme présenté  
le 3 octobre 1987; elle est omniprésente dans le dialogue  
que nous avons engagé avec la population et ses représen-  
tants lors des tournées provinciales et communales  
en 1987 et tout au long de l'année 1988.

En outre, le 8 décembre 1987, le Comité Militaire  
pour le Salut National réitérait l'engagement

de la III<sup>e</sup> République d'étudier la Question de l'Unité Nationale, d'y apporter des réponses durables. Au cours de l'année 1988, dans nos actes, Nous avons concrétisé notre politique d'unité; dans nos interventions publiques, Nous avons sans cesse exhorté au débat pour susciter des analyses et des propositions sur la question.

Alors que ce débat commençait à prendre forme, dans les organisations politiques et ailleurs, survint comme un défi, la tragédie de Ntega et Marangara. Les responsables de cette tragédie espéraient ainsi nous faire dévier de notre route. En réalité, ils nous donnaient une raison supplémentaire de continuer sur notre lancée, sans nous retourner: le 28 septembre 1988, était alors créée la Commission Nationale chargée d'étudier la Question de l'Unité Nationale qui vient de déposer son rapport.

Mesdames , Messieurs,

Dès son avènement, la III<sup>e</sup> République ne s'est pas dérobée devant ses responsabilités. Elle a pris l'option d'affronter la question, dans la concertation, dans l'ordre, dans la sérénité .

Dès le départ, Nous avons jugé irresponsable d'attendre, de différer la réflexion et l'exploration du problème. Nous avons rompu avec l'hypocrisie et refusé de nous voiler la face devant la nécessité et l'urgence d'agir .

En créant cette Commission, la III<sup>e</sup> République attestait encore une fois sa fidélité à ses premières

options. En accord profond avec les aspirations du Peuple Burundais, elle confirmait son engagement à trouver des solutions satisfaisantes et durables à la Question de l'Unité Nationale.

A l'Etude du rapport de la Commission, Nous sommes satisfaits de constater que ses membres Nous ont suivi sur la voie de la responsabilité, de la raison et de la vérité .

Mesdames, Messieurs les membres de la Commission,

En lançant vos travaux, Nous vous confions la mission de mener une réflexion approfondie sur la question de l'Unité Nationale pour aboutir à des recommandations constructives, propres à la consolider .

En hommes mûrs et responsables, vous avez procédé à des analyses approfondies, lucides et objectives du sujet .

Vous avez dégagé les fondements historiques et socio-culturels de notre unité, fondements qui jusqu'à ce jour, ont préservé la cohésion de notre peuple malgré les épreuves; fondements sur lesquels, demain, s'érigeront toutes les entreprises de consolidation de cet héritage commun: la Nation Burundaise . Vous avez courageusement fait le tour complet des phénomènes de division sans éluder les plus délicats, jugés de haute sensibilité.

Vous avez sans complaisance, établi les responsabilités tant intérieures qu'extérieures dans les

crises successives qui ont failli désintégrer notre pays.

Outre l'information, parfois inédite qu'elle apporte, l'étude objective faite par la Commission a l'avantage de poser dans ses vrais termes la question des divisions et en particulier le problème ethnique au Burundi.

En effet, vous avez fustigé les amalgames, les clichés et les caricatures qui souvent, passent pour des analyses scientifiques de notre société. Ainsi, par exemple, la division de notre peuple en serfs et seigneurs, en pasteurs et cultivateurs, irrécyclables; ainsi encore la réduction de notre histoire à une lutte permanente entre les "grands d'origine hamitique" contre "les petits de type bantu", classification ridicule pour qui connaît la société burundaise. Ainsi enfin la confusion entre majorité politique et majorité ethnique : une insulte à la démocratie, à l'égalité des citoyens, une consécration de l'exclusion même !

Mesdames, Messieurs,

Cette étude devrait servir de fondement pour forger une vision nouvelle de notre histoire récente, si souvent malmenée par des observations tantôt ignorantes, tantôt malveillantes et toujours injustes à l'égard de notre Peuple.

C'est encore votre mérite d'avoir préconisé un train de mesures politiques et administratives tout en prescrivant les principes qui fondent ces mesures, qui doivent inspirer le processus de consolidation

de l'Unité Nationale, qui doivent guider tous et chacun sur la voie pacifique que Nous préconisons pour le Peuple Burundais.

A cet égard, vous avez prôné le dialogue et la concertation et condamné l'idéologie de la violence et de l'extermination. Vous avez préconisé l'égalité des chances et le partage pour condamner sans équivoque l'idéologie de l'exclusion. Vous avez prôné la responsabilité personnelle et condamné le procédé de la globalisation qui est injuste, inhumain, d'un autre âge. L'on ne saurait construire l'unité en culpabilisant à jamais une ethnie, une région, un clan.

Vous avez enfin avancé des recommandations qui inspirent une ethnie nouvelle de l'Unité Nationale, au niveau des comportements individuels quotidiens et dans la gestion de la chose publique. C'est l'incarnation de cette nouvelle éthique dans la vie publique et privée qui rendra possible la mise en oeuvre de vos propositions sur le développement de la justice sociale, sur l'approfondissement de la démocratie et sur l'organisation du développement, tout cela devant concourir à renforcer la cohésion de la collectivité nationale.

Mesdames, Messieurs,

Votre travail est le fruit d'une expérience originale. Pour la première fois en effet, des personnalités burundaises indépendantes, de toutes origines

diverses, ont réussi à s'asseoir autour de la même table, à débattre librement des divisions qui ont tant accablé notre pays, à dégager un consensus sur le diagnostic du mal et la thérapie à lui appliquer !

Vous avez conduit votre étude , en vrais patriotes, nullement prisonniers de vos appartenances ethniques et régionales, loin de toute passion, de toute surenchère. La sérénité, la raison et la probité ont seuls, guidé vos pas.

Votre mérite est d'autant plus grand que votre chemin était pavé d'embûches . Certes, vous aviez l'appui enthousiaste de tant de Burundais, heureux de voir, enfin mise en débat une question vitale , trop longtemps demeurée dans l'ombre , dans la sphère du tabou . Mais vous avez eu aussi , face à vous, des détracteurs qui, dévoilant leurs vœux secrets, pronostiquaient la faillite immédiate de votre Commission .

Peut-être avez-vous subi les pressions directes, voire des menaces, dans votre entourage et au-delà, de la part de faux amis, de faux sages qui, jouant les sceptiques et usant du double langage, n'avaient d'autres but que de saboter le débat, à peine amorcé! Peut-être avez-vous eu des tentatives des doutes tenaces sur la validité de l'entreprise et ses chances de succès !

Mais, en patriotes avisés, plaçant l'intérêt supérieur de la Nation au-dessus des chapelles et clans divisionnistes, vous avez victorieusement résisté à toutes les sollicitations parcellaires, partiales et sectaires.

Pour votre comportement "d'Ubushingantahe", pour votre intégrité morale et votre engagement personnel à la cause de l'unité, trouvez ici, Mesdames, Messieurs, notre hommage et par notre voix, l'hommage de tous les patriotes burundais.

Nous adressons le même hommage aux Comités du Parti et des Mouvements Intégrés qui, après de nombreuses sessions de débat sur ce sujet vital, ont abouti à des conclusions constructives et avancé des propositions frappées du même sceau de sagesse et de patriotisme.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Le travail que vous avez accompli est d'une haute portée. Les analyses objectives, les propositions constructives, les recommandations mûrement réfléchies contenues dans votre rapport, témoignent, s'il en était besoin, de nos capacités intrinsèques à appréhender nos problèmes nous-mêmes, à préconiser des solutions appropriées, sans aucune tutelle.

Cependant, la portée réelle de ce travail sera fonction du bon usage qu'en feront les institutions en place, les Burundi eux-mêmes et tout particulièrement les cadres. Dans la mesure où nous croirons tous dans notre pays et dans ses chances d'avenir, dans la mesure où nous agirons en conséquence,, quotidiennement, cette contribution au débat sur l'unité pourra déployer toutes ses potentialités.

A cet égard, la Commission vient de donner preuve de cette foi dans la Nation Burundaise qui n'est ni un agrégat de bandes tribales manipulables à souhait, ni un attelage artificiel de peuplades sans racines, mais bien une réalité vivante, incarnée dans une histoire, dans une culture commune, dans la conscience collective et la volonté partagée de subsister, malgré les vents contraires, malgré les agressions permanentes, tantôt ouvertes, tantôt insidieuses.

Si nous préservons tous cet héritage, par notre pensée et notre agir, comme par le passé, toutes les entreprises hostiles à notre peuple viendront se briser sur le roc de sa foi en lui-même.

Quant à Nous, c'est fort de cette foi que Nous avons assigné à la IIIème République une ligne politique conforme aux intérêts essentiels et pérennes de notre peuple.

Porté par cette foi, Nous avons résolument engagé la IIIème République sur la voie de profonds changements en faveur de l'unité, en rupture totale avec les habitudes et réflexes d'exclusion. Et, dès 1987, Nous avons joint l'acte à la parole.

Avec constance, sur la base des critères de compétence et de mérite personnel, Nous avons promu, sans exclusive, de très nombreux cadres, de toutes origines, dans les divers secteurs de la vie nationale. Pour

citer des exemples : au Parti, aussi bien à la Permanence Nationale qu'au niveau de la direction politique de l'UPRONA et des Mouvements Intégrés dans les provinces du pays; à l'Administration intérieure, autant au niveau des gouverneurs et conseillers dans les provinces qu'à l'échelon des administrateurs dans les communes; dans les diverses administrations centrales et à tous les échelons, dans les sociétés publiques et para-publiques ainsi que dans les services diplomatiques.

L'ouverture que Nous avons ainsi entamée est naturelle, dans l'ordre des choses, conforme à notre engagement pour l'Unité Nationale, à notre politique d'intégration de tous les fils et filles de ce pays, capables de servir. Cette politique se poursuivra, au rythme de la disponibilité des cadres compétents, qualifiés et dévoués à la cause de l'unité. C'est là un choix que Nous avons opéré en connaissance de cause : ce choix est irréversible.

De même, c'est pleinement conscient de l'intérêt supérieur de la Nation que dès octobre 1988, Nous avons nommé le Gouvernement de l'Unité, avec à sa tête le Premier Ministre, que Nous félicitons pour son sens élevé de l'Etat et la conduite hautement responsable des affaires de la Nation.

C'est encore notre attachement à l'intérêt supérieur de la Nation qui a présidé à la gestion de la crise



sanglante d'août 1988; tout en pleurant nos compatriotes sacrifiés pour rien, Nous avons organisé le retour des personnes dispersées; certains sans savoir pourquoi. Nous avons condamné le crime, mais aussi respecté le principe de la responsabilité individuelle des actes commis. Nous avons refusé l'engrenage de la violence que la vendetta et la "justice de groupe" auraient enclenché et sur lesquels avaient cyniquement spéculé les ennemis de notre pays. Nous les avons surpris et déçus et, sur ce terrain, Nous comptons les décevoir encore. Pour Nous, en effet, l'unité et la réconciliation nationale doivent prévaloir sur les rancunes, les haines fratricides et toutes les dérives vengeresses.

Mesdames, Messieurs,

Comme nous l'évoquions antérieurement, la tâche urgente qui s'impose est de donner suite aux recommandations de la Commission et des organisations politiques consultées.

De ces recommandations, il en est qui épousent l'action entreprise par la IIIème République, il en est encore qui suggèrent des pistes nouvelles à explorer; toutes enterpellent tantôt les institutions en place, tantôt la communauté nationale toute entière.

Ce mardi, 9 mai, le Rapport de la Commission a été soumis au Comité Militaire pour le Salut National qui l'a analysé et qui a donné des orientations sur



*Oui pour constituer un front de patriotes et isoler les ennemis de l'Unité Nationale .*

certaines recommandations. Ce jeudi 11 mai, il a été présenté au Gouvernement qui a la mission de le traduire en actes.

A ce stade-ci, Nous pouvons assurer que les recommandations avancées retiendront toute l'attention des instances de décisions.

D'ores et déjà, Nous voudrions tracer des orientations sur certains points qui semblent focaliser toutes les attentions : l'enseignement, l'emploi, la sécurité, les institutions et les réfugiés.

La question de l'enseignement est des plus controversées. A tort ou à raison, elle cristallise de vives passions qu'une politique de transparence doit pouvoir apaiser. A cet effet, Nous demandons au Gouvernement d'étudier les étapes importantes d'un cursus de formation pour élaborer des règlements impartiaux pertinents, et les codifier ensuite. Ces codes régiront, dans la plus grande clarté, d'abord le concours national pour l'accès au cycle secondaire; ensuite l'orientation dans les diverses options au secondaire comme au supérieur; en troisième lieu l'attribution des bourses d'études et de stages, en quatrième lieu toutes les questions relatives à l'avancement de classe et au redoublement. En outre, des commissions nationales, permanentes composées de personnalités intègres et compétentes seront créées pour appliquer ces codes et arbitrer en cas de besoin.

Nous voudrions saisir l'occasion pour inviter les partenaires de l'Education à se reprendre pour mieux assumer leurs responsabilités : si les parents ne suivent pas quotidiennement leurs enfants, si les enseignants s'avèrent incompetents ou n'encadrent pas leurs élèves, si les collectivités locales et les services publics concernés ne contrôlent pas sur le terrain l'action éducative et de formation, ce ne sont pas les codes qui pourront améliorer les performances des lauréats de notre système d'enseignement. Nous voudrions ajouter que toutes ces dispositions répondent à un double impératif. D'une part, Nous devons assurer la transparence et des chances égales à tous. D'autre part, nous croyons que notre pays aura toujours intérêt à être servi par les meilleurs des siens, les plus compétents, les plus dévoués, les plus méritants. Et notre système éducatif devra faire émerger ceux-là, quels qu'ils soient, en dehors de toutes considérations d'origine ethnique ou de provenance régionale, considérations qui nous semblent anachroniques, injustes, indéfendables.

Concernant l'accès à l'emploi, les chances doivent être données à tout le monde pour que seuls les critères de compétences et de mérite départagent les candidats. Le Gouvernement devra élaborer les mécanismes et les règlements appropriés pour réaliser cette option. Les procédures arrêtées seront codifiées. Elles seront d'application rigoureuse dans les secteurs tant public que privé, aussi bien au niveau du recrutement que

de la promotion. A cet effet, il faudra notamment redynamiser la Commission Nationale de Recrutement pour qu'elle exerce effectivement ses pouvoirs. Il faudra mieux assurer la publicité des offres d'emploi et organiser les concours de sélection avec toute la transparence nécessaire. Il faudra enfin réviser le Statut de la Fonction Publique surtout en ce qui concerne le régime disciplinaire et la notation : l'organisation des services et la discipline doivent être mieux assurés non seulement pour obtenir les rendements souhaités, mais aussi pour asseoir l'évolution des carrières et la promotion sur des critères de mérite, sur la base des performances de chacun.

Quant à la sécurité, Nous voudrions dire d'emblée qu'elle ne peut pas être l'affaire exclusive de l'armée, de la sûreté et des corps de police. La sécurité du pays incombe aussi à tous les citoyens.

La défense du pays ne peut se concevoir que sous le signe de l'Unité. L'armée doit être nationale, défendre l'intégrité du territoire, assurer la sécurité de tous les citoyens sans distinction d'ethnies ni de régions. Elle ne peut servir de tremplin ni d'instrument aux extrémistes pour exterminer une partie de la population. Elle ne peut pas davantage servir de bouclier à ceux qui veulent exclure une partie du peuple de la gestion des affaires de l'Etat.

A cet égard, la question de l'armée ne peut pas être posée en termes de représentation ethnique ou régionale. L'armée est une institution nationale qui doit être ouverte à tous sous réserve d'avoir les aptitudes requises, d'être dévoué à la cause de la Nation toute entière .

Tous les citoyens de toutes les ethnies, de toutes les régions doivent avoir des chances égales.

Ainsi conçue, la sécurité est une charge, un service, un devoir pour tout citoyen.

Et puisqu'en définitive, la sécurité est l'affaire de tous les citoyens, Nous mettrons sur pied un Conseil National de Sécurité organe consultatif qui, sans se substituer aux services techniques en place, Nous apportera sa contribution, par la réflexion et des propositions pertinentes, en vue de mieux assurer la défense de notre pays et la protection des citoyens. Déjà au niveau provincial, Nous avons mis en place des structures de sécurité qui travaillent autour du gouverneur et sous sa responsabilité. Il reste à les institutionnaliser : Nous le ferons.

Concernant la mise en place des institutions définitives, Nous voudrions rappeler l'attachement de la IIIème République à la démocratie. Dès le départ, Nous avons rompu avec les habitudes du pouvoir solitaire en instaurant le dialogue et la concertation. Nous avons restauré et garanti les libertés. En accord avec les militants du Parti, Nous avons inscrit dans

les Statuts du Parti le principe du "débat libre et contradictoire". Nous n'avons cessé d'inviter les organisations politiques et tous les citoyens à débattre, à avancer des propositions sur la conduite des affaires de la Nation, dans tous les domaines, politique, économique et social. Nous avons organisé les élections des cadres dirigeants de base au sein du Parti et Nous continuerons. En un mot, Nous avons créé les conditions optimales pour assurer la participation des citoyens à la vie publique dans la période provisoire.

Par ailleurs, dès la naissance de la III<sup>ème</sup> République, Nous avons promis de rétablir les institutions normales. Nous ne reviendrons pas sur cet engagement. Des congrès seront convoqués pour arrêter la politique nationale et élire les organes de direction du Parti, du comité communal au Comité Central. Une Assemblée Nationale sera élue ainsi que le Président de la République et ce, suivant une constitution qui sera préalablement soumise au peuple et approuvée par lui.

Le peuple burundais sera convié à se prononcer sur toutes les institutions qui lui conviennent le mieux suivant les procédures adaptées à sa situation, à son expérience historique dans les délais appropriés. Nous ne souhaitons pas, par précipitation, instaurer des institutions-fiction qui ne fonctionnent pas, faute d'adhésion profonde et générale à l'idéal de la démocratie, faute d'adhésion au principe de l'éga-

lité des citoyens, faute d'adhésion aux droits et libertés.

Depuis l'indépendance et à plusieurs reprises, Nous avons connu des institutions dites démocratiques fort bien charpentées. Mais, pour autant, le pays n'a pas échappé à la dérive du pouvoir solitaire, à la négation des droits élémentaires de la personne humaine, à la vacance du pouvoir et à la solitude du peuple, abandonné à toutes les aventures ! Nous avons même vu ces institutions "démocratiques" servir d'instruments pour nier et saccager ce que le peuple burundais a de plus fondamental : son unité séculaire, son existence - même en en tant que peuple !

Nous n'allons pas éterniser le provisoire. Mais nous n'irons pas à l'aventure. Pour Nous, les institutions deviennent viables seulement lorsqu'elles ont une âme. L'âme, c'est cet accord profond de vivre ensemble quoi qu'il en coûte, de partager tout, de se respecter l'un l'autre, de protéger et de défendre solidairement la communauté elle-même à laquelle on appartient, à laquelle on s'identifie.

Une fois ces conditions remplies, les institutions ne sont plus que des moyens pour assurer la sauvegarde de l'essentiel : la communauté nationale elle-même et ses intérêts vitaux.

Certes, dans son ensemble, le peuple burundais partage cette vision. Mais nous souhaitons y rallier tous

ces autres concitoyens qui, par égoïsme ou par ignorance, poursuivent des buts contraires et qui, de surcroît, cherchent encore à manipuler, à entraîner les plus crédules dans des voies sans issue, à l'opposé de notre projet commun.

Nous engageons donc le Gouvernement, le Parti et tout citoyen lucide à oeuvrer à l'approfondissement d'un climat politique, sain, propice à la concorde, à la paix et donc aussi, propice au rétablissement des institutions normales.

Mesdames, Messieurs,

Une politique d'unité conséquente ne peut ignorer la question des réfugiés. En ce qui Nous concerne, Nous prenons les réfugiés pour des compatriotes. Chez nous, ils seront chez eux. Ceux qui se sont établis à l'étranger et vivent décemment, qu'ils y fassent souche et agissent en ambassadeurs du Burundi dans leur seconde patrie.

Les innocents partis dans la tourmente sans adresse et sans bagages, les jeunes qui, partis pour les études, se sont retrouvés prisonniers de la propagande mensongère des groupuscules extrémistes, tous ceux qui souffrent les privations et la solitude morale de l'exil, qu'ils regagnent leur patrie qui les attend, qu'ils le sachent, ils n'en auront pas de plus accueillante, nulle part au monde. Qu'ils regagnent le bercail

pour partager le sort de leurs frères et soeurs, pour contribuer, par leurs connaissances et leurs efforts au développement du pays qui leur a tant donné ! Nous restons donc ouverts à tous ceux qui veulent construire. Et le monde est témoin de l'accueil que nous réservons aux nôtres qui reviennent vers nous, chez eux ! Même à ceux qui se veulent irréductibles, tenants de la violence et de la destruction, Nous disons : amendez-vous, désarmez. Ne portez plus jamais le glaive contre le sein de la mère-patrie. Toutefois, s'ils ferment leurs oreilles et leurs coeurs, s'ils persistent dans leurs entreprises de démolition, Nous les combattons avec la plus grande rigueur et sans merci.

Mesdames, Messieurs,

Tels sont les points sur lesquels Nous tenions à réaffirmer nos positions et donner des orientations nouvelles. Cependant, le rapport de la Commission ne met pas un point final au débat sur l'unité des Barundi. Il est, au contraire, un départ. Très vite, le rapport sera publié et largement diffusé. Le débat se poursuivra alors à travers les organes du Parti et de l'Etat. Il s'étendra au niveau des militants du Parti et de toute la population. Les suggestions issues de cette large consultation, les contributions déposées par les organes du Parti et des Mouvements Intégrés ainsi que le rapport de la Commission constitueront la matière première d'une Charte de l'Unité que Nous acceptons de faire élaborer. Nous renouvelons

notre confiance à la Commission et lui donnons mandat d'élaborer cette Charte d'ici décembre 1989. La présentation de ce document fondamental constituera une référence pour le processus de mise en place des institutions et un repère pour la suite du calendrier politique.

Cette Charte sera comme un pacte que les Barundi scelleront entre eux-mêmes pour consolider l'Unité Nationale. Elle tracera un cadre et un idéal. Elle sera un code de conduite et un guide de vie qui inspirera toutes les actions politiques et sociales pour assurer la pérennité de la communauté nationale.

Le rapport de la Commission fait état de nombreuses autres recommandations que Nous ne pouvons relever toutes de façon spécifique. Comme Nous l'avons déjà signalé, toutes méritent l'attention des pouvoirs publics. Concernant spécialement la proposition de redynamiser l'institution "d'Ubushingantaha", de créer un Conseil Economique et Social ainsi qu'une symbolique de l'Unité, Nous demandons au Comité Militaire, au Gouvernement et au Parti de s'y pencher pour traduire ces souhaits en mesures concrètes.

Messieurs les Membres du Comité Militaire pour le Salut National,

Monsieur le Premier Ministre,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Nous voudrions, pour conclure, réitérer notre hommage aux Membres de la Commission pour leur travail qui porte la marque de la sagesse de nos "Bashingantaha". La leçon d'intégrité morale, de probité intellectuelle et de patriotisme qu'ils nous donnent mérite d'être méditée et suivie.

La pertinence de leurs propositions manifeste le sens du dialogue, la lucidité et le courage politique dont ils ont fait preuve, qualités qui font si souvent défaut !

Nous ne saurions mieux apprécier leur travail qu'en donnant suite à leurs recommandations. Toutes s'inscrivent dans le projet politique de la IIIème République. La plupart sont d'application dans l'action quotidienne du Gouvernement et du Parti. Il ne saurait en être autrement car, dès le départ, Nous avons pris l'engagement solennel de bâtir une société nouvelle, une société de justice et de partage, une société de justice, de dialogue et de concertation, une société d'unité, de fraternité.

Cette société-là est en cours de construction depuis le 3 septembre 1987. C'est pour conforter cette société-là que nous venons de nous prononcer d'ores et déjà sur les questions jugées sensibles pour l'unité nationale tel que l'enseignement, l'emploi, la sécurité, les institutions démocratiques et les réfugiés.

Tout cela s'inscrit dans le choix que Nous avons fait de la transparence, de l'équité et de la réconciliation nationale.

Nous voulons rassembler notre peuple pour bâtir un Etat de droit, sans exclusion, sans violence, sans cette perspective tragique d'une extermination mutuelle entre frères et soeurs. Je veux un pays sûr pour tous et pour chacun.

Mesdames, Messieurs,

Ce pays-là, cette société fraternelle ne sera pas un don du ciel. Elle ne sera pas davantage l'oeuvre du seul Président de la République ni d'aucune institution isolée. L'Unité des Burundi, la réconciliation nationale sera le produit d'un processus qui, outre le temps, requiert de nous tous l'engagement, l'effort constant, l'audace et le sacrifice !

Nous avons confiance dans le Peuple Burundais. Nous savons qu'il est prêt à toute épreuve pour mener à bien ce processus, pour laver à jamais la honte d'une Nation divisée et meurtrie, pour retrouver la fierté d'un peuple réconcilié avec lui-même, marchant du même pas, maître de son destin.

Vive l'Unité Nationale !

Je vous remercie.